



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

BOAMP.fr

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:25-8401>

Département(s) de publication : **30**

Annonce n° **25-8401**

Section 1 - Acheteur

1.1 Acheteur

Nom officiel : Ville de Beaucaire (30)

Forme juridique de l'acheteur : Organisme de droit public

Activité du pouvoir adjudicateur : Services d'administration générale

Section 2 - Procédure

2.1 Procédure

Titre : Infogérance et maintenance de l'infrastructure téléphonique pour la Ville de Beaucaire, le CCAS de Beaucaire, et le SIVU de la Piscine de Beaucaire-Tarascon

Description : Infogérance et maintenance de l'infrastructure téléphonique pour la Ville de Beaucaire, le CCAS de Beaucaire, et le SIVU de la Piscine de Beaucaire-Tarascon

Identifiant de la procédure : 41f083be-3ad6-476e-bbc2-cca7ffa663a4

Identifiant interne : 2025-001

Type de procédure : Ouverte

2.1.1 Objet

Nature du marché : Services

Nomenclature principale (cpv) : 50332000 Services d'entretien d'infrastructures de télécommunications

Nomenclature supplémentaire (cpv) : 32412100 Réseau de télécommunications

Nomenclature supplémentaire (cpv) : 32543000 Commutateurs téléphoniques

Nomenclature supplémentaire (cpv) : 32544000 Matériel PABX

2.1.2 Lieu d'exécution

Adresse postale : Sur le territoire de la Commune

Ville : Beaucaire

Code postal : 30300

Subdivision pays (NUTS) : Gard (FRJ12)

Pays : France

2.1.3 Valeur

Valeur estimée hors TVA : 140,000 Euro

Valeur maximale de l'accord-cadre : 140,000 Euro

2.1.4 Informations générales

Informations complémentaires : Retrait du dossier de consultation : Il est remis gratuitement à chaque candidat et disponible à l'adresse électronique suivante : <https://www.marches-securises.fr> Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée. Les candidats sont invités à s'identifier lors du téléchargement du dossier, afin de pouvoir être alertés par toute modification éventuelle du DCE ou toute réponse aux questions posées par des candidats dans le cadre de la consultation. Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet. Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date. Remise des offres : La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://marches-securises.fr> Renseignements complémentaires : Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://marches-securises.fr> Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres. Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

Base juridique :

Directive 2014/24/UE

2.1.6 Motifs d'exclusion

Situation analogue à la faillite prévue dans la législation nationale : (Voir Règlement de la Consultation)

Faillite : (Voir Règlement de la Consultation)

Corruption : (Voir Règlement de la Consultation)

Concordat : (Voir Règlement de la Consultation)

Participation à une organisation criminelle : (Voir Règlement de la Consultation)

Accords avec d'autres opérateurs économiques en vue de fausser la concurrence : (Voir Règlement de la Consultation)

Manquement aux obligations dans le domaine du droit environnemental : (Voir Règlement de la Consultation)

Blanchiment de capitaux ou financement du terrorisme : (Voir Règlement de la Consultation)

Fraude : (Voir Règlement de la Consultation)

Travail des enfants et autres formes de traite des êtres humains : (Voir Règlement de la Consultation)

Insolvabilité : (Voir Règlement de la Consultation)

Manquement aux obligations dans le domaine du droit du travail : (Voir Règlement de la Consultation)

Biens administrés par un liquidateur : (Voir Règlement de la Consultation)

Coupable de fausses déclarations, non-communication, n'a pas été en mesure de fournir les documents requis et a obtenu des informations confidentielles de la présente procédure : (Voir Règlement de la Consultation)

Motifs d'exclusion purement nationaux : (Voir Règlement de la Consultation)

Conflit d'intérêt créé par sa participation à la procédure de passation de marché : (Voir Règlement de la Consultation)

Association directe ou indirecte à la préparation de cette procédure de passation de marché : (Voir Règlement de la Consultation)

Coupable d'une faute professionnelle grave : (Voir Règlement de la Consultation)

Résiliation, dommages et intérêts ou autres sanctions comparables : (Voir Règlement de la Consultation)

Manquement aux obligations dans le domaine du droit social : (Voir Règlement de la Consultation)

Paiement des cotisations de sécurité sociale : (Voir Règlement de la Consultation)

État de cessation d'activités : (Voir Règlement de la Consultation)

Paiement d'impôts et taxes : (Voir Règlement de la Consultation)

Infractions terroristes ou infractions liées aux activités terroristes : (Voir Règlement de la Consultation)

Section 5 - Lot

5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0001

Titre : Infogérance et maintenance de l'infrastructure téléphonique pour la Ville de Beaucaire, le CCAS de Beaucaire, et le SIVU de la Piscine de Beaucaire-Tarascon

Description : Infogérance et maintenance de l'infrastructure téléphonique pour la Ville de Beaucaire, le CCAS de Beaucaire, et le SIVU de la Piscine de Beaucaire-Tarascon

Identifiant interne : 2025-001

5.1.1 Objet

Nature du marché : Services

Nomenclature principale (cpv): 50332000 Services d'entretien d'infrastructures de télécommunications

Nomenclature supplémentaire (cpv): 32412100 Réseau de télécommunications

Nomenclature supplémentaire (cpv): 32544000 Matériel PABX

Nomenclature supplémentaire (cpv): 32545000 Systèmes PABX

Options :

Description des options : L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 2. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 4 ans. La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

5.1.2 Lieu d'exécution

Adresse postale : Sur le territoire de la Commune

Ville : Beaucaire

Code postal : 30300

Subdivision pays (NUTS) : Gard (FRJ12)

Pays : France

Informations complémentaires :

5.1.3 Durée estimée

Date de début : 12/05/2025

Date de fin de durée : 11/05/2027

5.1.4 Renouvellement

Nombre maximal de renouvellements : 2

5.1.5 Valeur

Valeur estimée hors TVA : 140,000 Euro

Valeur maximale de l'accord-cadre : 140,000 Euro

5.1.6 Informations générales

Il s'agit d'un marché récurrent

Description : Il s'agit d'un accord-cadre renouvelable en raison du caractère récurrent des prestations. La date prévisionnelle de mise en place d'une nouvelle procédure est en hiver 2028.

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP) : oui

Informations complémentaires : La visite de site est obligatoire. L'offre d'un candidat qui n'a pas effectué cette visite sera déclarée irrégulière. La visite des lieux donnera lieu à la délivrance d'un certificat de visite. Ce dernier sera établi, sur place, par le maître de l'ouvrage ou de son représentant, le jour de la visite.

5.1.9 Critères de sélection

Critère :

Type : Aptitude à exercer l'activité professionnelle

Nom : Aptitude à exercer l'activité professionnelle

Description : Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'exclusion de plein droit relatifs aux articles L.2141-1 à L.2141-6 du Code de la commande publique. (ne pas fournir par le candidat en cas de renseignement de la rubrique F1 du DC1 (dernière version) ou le DUME)
Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail

Utilisation de ce critère : Utilisé

Critère :

Type : Capacité économique et financière

Nom : Capacité économique et financière

Description : Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles (ne pas fournir par le candidat en cas de renseignement de la rubrique F1 du DC2 (dernière version) ou le DUME).

Utilisation de ce critère : Utilisé

Critère :

Type : Capacité technique et professionnelle

Nom : Capacité technique et professionnelle

Description : Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années. Liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat. Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat.

Utilisation de ce critère : Utilisé

5.1.10 Critères d'attribution

Critère :

Type : Prix

Nom : Prix des prestations

Description : Prix des prestations

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 40

Critère :

Type : Qualité

Nom : Valeur technique

Description : Valeur technique 2-1... Qualité de la solution technique (10 points) 2-2... Qualité de l'organisation proposée pour la mise en service (15 points) 2-3... Qualité de la Maintenance en Condition Opérationnelles (MCO) (25 points) 2-4... Gouvernance (10 points)

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 60

5.1.11 Documents de marché

Adresse des documents de marché : <https://www.marches-securises.fr/>

Canal de communication ad hoc :

URL : <https://www.marches-securises.fr/>

5.1.12 Conditions du marché public

Conditions de présentation :

Présentation par voie électronique : Requise

Adresse de présentation : https://www.marches-securises.fr

Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées : français

Catalogue électronique : Non autorisée

Variantes : Non autorisée

Date limite de réception des offres : 28/02/2025 à 12:00

Date limite de validité de l'offre : 150 Jour

Informations relatives à l'ouverture publique :

Date d'ouverture : 28/02/2025 à 13:30

Informations complémentaires : Elle se fera ultérieurement à la date limite de remise des offres, en présence de l'acheteur. L'ouverture des plis n'est pas publique, et aucune personne extérieure à la Commune ne peut y participer.

Conditions du marché :

Le marché doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés :
Non

Facturation en ligne : Requise

La commande en ligne sera utilisée : non

Le paiement en ligne sera utilisé : non

Forme juridique que doit revêtir un groupe de soumissionnaires auquel un marché est attribué : Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire de l'accord-cadre. En cas de groupement conjoint, le mandataire commun du groupement conjoint sera solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de la personne publique pour l'exécution du présent marché. Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements.

Montage financier : Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée. Aucune avance ne sera versée. Les prestations seront financées selon les modalités suivantes : Financement sur le budget de la Commune, du CCAS de Beaucaire et du SIVU. Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

Informations relatives aux délais de recours : Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat). Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours Citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr

5.1.15 Techniques

Accord-cadre :

Accord-cadre, sans remise en concurrence

Informations sur le système d'acquisition dynamique :

Pas de système d'acquisition dynamique

Enchère électronique : non

5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

Organisation chargée des procédures de médiation : Tribunal Administratif de Nîmes

Organisation chargée des procédures de recours : Tribunal Administratif de Nîmes

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché : Ville de Beaucaire (30)

Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché : Ville de Beaucaire (30)

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours : Tribunal Administratif de Nîmes

Organisation qui reçoit les demandes de participation : Ville de Beaucaire (30)

Organisation qui traite les offres : Ville de Beaucaire (30)

Section 8 - Organisations

8.1 ORG-0001

Nom officiel : Ville de Beaucaire (30)

Numéro d'enregistrement : 21300032600016

Adresse postale : Place Georges Clémenceau

Ville : Beaucaire

Code postal : 30300

Subdivision pays (NUTS) : Gard (FRJ12)

Pays : France

Adresse électronique : pierre.mariette.lopez@beaucaire.fr

Téléphone : +33 466591006

Télécopieur : +33 466593040

Adresse internet : <https://www.marches-securises.fr>

Point de terminaison pour l'échange d'informations (URL) : <http://www.beaucaire.fr/>

Profil de l'acheteur : <https://www.marches-securises.fr>

Rôles de cette organisation :

Acheteur

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché

Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché

Organisation qui reçoit les demandes de participation

Organisation qui traite les offres

8.1 ORG-0003

Nom officiel : Tribunal Administratif de Nîmes

Numéro d'enregistrement : 13000192800014

Adresse postale : 16 Avenue Feuchères CS 88010

Ville : NIMES CEDEX 9

Code postal : 30941

Subdivision pays (NUTS) : Gard (FRJ12)

Pays : France

Adresse électronique : greffe.ta-nimes@juradm.fr

Téléphone : +33 466273700

Adresse internet : <http://nimes.tribunal-administratif.fr>

Rôles de cette organisation :

Organisation chargée des procédures de recours

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours

Organisation chargée des procédures de médiation

Section 11 - Informations relatives à l'avis

11.1 Informations relatives à l'avis

Identifiant/version de l'avis : e14a564b-6fd2-4686-8fa7-72c451defda3 - 01

Type de formulaire : Mise en concurrence

Type d'avis : Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

Date d'envoi de l'avis : 23/01/2025 à 13:03

Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible : français

11.2 Informations relatives à la publication

Date d'envoi du présent avis à la publication : 23/01/2025